



## Conseil de sécurité

Distr. générale  
13 juillet 2007

Original : français

---

### **Lettre datée du 10 juillet 2007, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de la France auprès de l'Organisation des Nations Unies**

En ma qualité de Président du Groupe de travail du Conseil de sécurité sur les enfants et les conflits armés, j'ai l'honneur de présenter un rapport sur les activités menées par le Groupe depuis la remise de mon précédent rapport annuel, le 10 juillet 2006.

Je vous serais reconnaissant de faire publier le texte de la présente lettre et le rapport ci-joint comme document du Conseil de sécurité.

(Signé) Jean-Marc **de La Sablière**



# **Rapport annuel sur les activités du Groupe de travail du Conseil de sécurité sur les enfants et les conflits armés, en application de la résolution 1612 (2005) (juillet 2006 à juin 2007)**

## **I. Introduction**

1. Le Conseil de sécurité a adopté, le 26 juillet 2005, la résolution 1612 (2005) sur les enfants et les conflits armés, présentée conjointement par le Bénin et la France.

2. Dans le paragraphe 8 de la résolution 1612 (2005), le Conseil décide de créer un groupe de travail du Conseil de sécurité qui sera chargé d'examiner les rapports du mécanisme visé au paragraphe 3 de la résolution; les progrès accomplis dans l'élaboration et l'exécution des plans d'action visés au paragraphe 7; et toutes autres informations qui lui seront communiquées; décide en outre de charger le groupe de travail de :

a) Recommander au Conseil des mesures susceptibles de favoriser la protection des enfants touchés par des conflits armés, y compris des recommandations touchant le mandat d'une opération de maintien de la paix ou intéressant les parties à un conflit;

b) Demander, le cas échéant, à d'autres organismes des Nations Unies de prendre, chacun selon son mandat, des mesures propres à faciliter l'application de la résolution.

3. À l'issue de consultations entre les membres du Conseil, il a été convenu que M. Jean-Marc de La Sablière, Représentant permanent de la France auprès de l'Organisation des Nations Unies, assurerait la présidence du Groupe de travail (voir S/2005/659). Cette décision a été reconduite pour l'année 2007 (voir S/2007/20).

4. Le Président du Groupe de travail a fait rapport au Conseil sur les développements intervenus dans le cadre du Groupe dans l'année qui a suivi l'adoption de la résolution 1612 (2005) (S/2006/497). Depuis ce rapport, le Groupe de travail a tenu quatre séances officielles, les 6 septembre et 8 novembre 2006 et les 9 février et 10 mai 2007; il a prévu de tenir une 5<sup>e</sup> séance le 19 juillet prochain. La présidence a diffusé à l'issue de chacune des séances de brefs communiqués de presse consultables sur le site Internet de la Mission permanente de la France auprès des Nations Unies.

## **II. Développements institutionnels**

5. Lors de sa séance du 2 mai 2006, le Groupe de travail avait confié à la présidence le soin de préparer un projet de « boîte à outils » informelle pour le Groupe. L'objet de ce document était de recenser les types possibles d'actions directes ou de recommandations au Conseil que le Groupe de travail pourrait formuler dans le cadre de son mandat. Au terme d'intenses consultations, un accord a pu être constaté sur ce texte lors de la séance du 6 septembre 2006. Il a été convenu que la « boîte à outils » du Groupe de travail serait publiée comme

document du Conseil de sécurité, par le truchement du Président du Conseil de sécurité. Cette publication est intervenue le 11 septembre 2006 (S/2006/724). Depuis, le Groupe de travail a fait un usage extensif des différentes dispositions figurant dans la « boîte à outils » dans le cadre de l'adoption de ses conclusions sur les différentes situations qu'il a été amené à examiner.

6. Lors de la séance du 8 novembre 2006, le Groupe de travail a confié à la présidence le soin de préparer un projet de programme de travail prévisionnel pour l'année 2007. Ce projet a été examiné lors de la séance du 9 février 2007, et un accord a pu être constaté sur ce document le 16 février 2007. Ce programme répartit au long de l'année la charge de travail du Groupe. Il permet tant au Secrétaire général qu'aux membres du Groupe de prévoir quand sera traitée telle ou telle question précise et de s'organiser en conséquence. Le programme de travail est un document interne au Groupe de travail, et n'a été adressé qu'au Secrétaire général, à sa Représentante spéciale pour les enfants et les conflits armés et à la Directrice exécutive du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF). Il a néanmoins servi de base pour informer en amont les missions des pays concernés sur le prochain examen par le Groupe de travail d'un rapport du Secrétaire général sur une situation les intéressant directement.

7. Enfin, suite à sa séance du 10 mai 2007, et avec l'accord des membres du Groupe de travail, la présidence a engagé des discussions avec le Secrétariat en vue d'obtenir la publication des documents émanant du Groupe sous une cote spécifique au Groupe de travail. Le principe de la création d'une telle cote a depuis été agréé. Il devrait permettre dès le mois de juillet 2007 de simplifier la procédure de publication des documents émanant du Groupe de travail, et d'accroître la transparence en facilitant, pour l'ensemble des délégations et des parties intéressées, la recherche de ces documents dans le système de documentation des Nations Unies.

### **III. Questions de fond abordées**

#### **5<sup>e</sup> séance (6 septembre 2006)**

8. Lors de sa 5<sup>e</sup> séance, le 6 septembre 2006, le Groupe de travail a adopté des conclusions sur le rapport du Secrétaire général consacré à la situation en République démocratique du Congo (S/2006/389). Celles-ci ont été publiées le 11 septembre 2006 sous la cote S/2006/724. Le Président du Groupe de travail s'est ensuite acquitté des tâches qui lui étaient attribuées dans le cadre de ces conclusions, y compris en attirant l'attention du Conseil de sécurité sur la nécessité de donner suite aux recommandations qui lui étaient adressées.

9. Cette séance a également été l'occasion pour le Groupe de discuter du rapport du Secrétaire général consacré à la situation de conflit armé au Soudan (S/2006/662). La Représentante spéciale du Secrétaire général pour les enfants et les conflits armés, M<sup>me</sup> Coomaraswamy, a présenté le rapport du Secrétaire général et en a rappelé les trois principales conclusions :

a) La persistance d'une situation grave et inacceptable pour les enfants du Soudan, caractérisée notamment par la poursuite du recrutement et de l'utilisation d'enfants par l'ensemble des parties au conflit, notamment dans la région du Darfour;

b) Le niveau particulièrement élevé des violences sexuelles à l'encontre des enfants, à commencer par les petites filles, et la nécessité de lutter contre la quasi-impunité existant dans ce domaine;

c) Les problèmes spécifiques posés par l'insuffisance de l'accès des enfants aux soins et à la protection d'une part, du mécanisme de surveillance et des équipes humanitaires aux enfants d'autre part.

10. Le Représentant permanent du Soudan a mis en avant le fait que le Gouvernement d'unité nationale était disposé à coopérer, fait remarquer combien la situation dans le pays, qui sortait d'une guerre civile prolongée, était complexe, fait part des mesures prises par son gouvernement dans les domaines constitutionnel, législatif et autres pour garantir la protection des enfants, en faisant le nécessaire pour que le Groupe de travail en tienne compte, et insisté sur la nécessité de conserver la distinction entre la question des enfants et des conflits armés, examinée au sein du Groupe de travail, et celle de la situation au Soudan, que le Conseil de sécurité gardait à l'examen.

11. Le Groupe a ensuite procédé à un échange de vues, dont on retiendra les éléments suivants :

a) Les membres du Groupe de travail ont pris note du rapport présenté par le Secrétaire général en application de la résolution 1612 (2005), rapport dont les participants à l'échange ont souligné la qualité;

b) Les participants au débat ont exprimé leur inquiétude eu égard aux violations citées dans le rapport, notamment le massacre et la mutilation d'enfants, leur enrôlement par de nombreux groupes et forces armés qui les utilisent comme soldats, les graves violences sexuelles, les enlèvements et le refus opposé aux organismes humanitaires souhaitant accéder aux enfants, violations qui se poursuivent au Soudan sans relâche pour l'essentiel;

c) La plupart des participants ont préconisé l'adoption de recommandations énergiques en vue de renforcer les mesures préventives et les sanctions en place pour protéger les droits des enfants, de mettre fin à l'impunité, de faire rendre plus énergiquement compte aux militaires et aux membres de groupes armés des actes de violence contre des enfants et d'accélérer la mise en œuvre de programmes de désarmement, démobilisation et réintégration à l'intention des enfants;

d) Le Groupe de travail devrait envisager des recommandations favorisant la coopération entre les organismes humanitaires et d'autres acteurs internationaux, d'une part, et les parties au conflit, d'autre part, ce qui permettrait d'améliorer concrètement la situation des enfants sur le terrain, notamment l'accès aux services qui leur sont destinés;

e) Le Groupe de travail devrait veiller à ce qu'au cours de l'application de l'Accord de paix pour le Darfour, la protection des enfants, en particulier des filles, demeure prioritaire;

f) On s'est inquiété du fait que les services humanitaires, de suivi et d'assistance n'avaient pas accès aux enfants de plusieurs régions du Soudan;

g) L'ensemble des participants a approuvé l'idée du Secrétaire général d'envoyer prochainement, à une date appropriée, son Représentant spécial pour les enfants et les conflits armés en mission au Soudan;

h) Lors de l'échange, certaines délégations ont signalé que l'application de la résolution 1706 (2006) du Conseil de sécurité contribuerait à améliorer la situation des enfants victimes du conflit armé au Soudan.

12. À l'issue de la discussion, les experts ont été chargés de négocier un projet de conclusions du Groupe pour donner une suite concrète au rapport du Secrétaire général.

13. M<sup>me</sup> Rima Salah, Directrice exécutive adjointe de l'UNICEF, a ensuite présenté la « note horizontale » du Secrétaire général en insistant particulièrement sur les développements tragiques intervenus durant l'été au Moyen-Orient, notamment au Liban, dans les Territoires palestiniens occupés et en Israël. Elle a également présenté aux membres du Groupe une mise à jour sur les développements intervenus en République démocratique du Congo.

14. Enfin, la Représentante spéciale a informé le Groupe sur l'état de préparation du rapport du Secrétaire général consacré à la situation des enfants dans le conflit armé au Sri Lanka.

#### **6<sup>e</sup> séance (8 novembre 2006)**

15. Lors de sa 6<sup>e</sup> séance, le 8 novembre 2006, le Groupe de travail a adopté les conclusions sur le rapport du Secrétaire général consacré à la situation au Soudan (S/2006/662). Celles-ci ont été publiées le 13 décembre 2006 sous la cote S/2006/971. Le Président du Groupe de travail s'est ensuite acquitté des tâches qui lui étaient attribuées dans le cadre de ces conclusions, y compris en attirant l'attention du Conseil de sécurité sur la nécessité de donner suite aux recommandations qui lui étaient adressées.

16. Cette séance a été l'occasion pour le Groupe de discuter du rapport du Secrétaire général consacré à la situation de conflit armé au Burundi (S/2006/851). La Représentante spéciale a présenté le rapport et en a rappelé les principales conclusions :

a) Malgré des progrès substantiels réalisés afin de remédier aux violations graves des droits de l'enfant, les violations continuaient de se produire et ne faisaient pas toujours l'objet d'enquêtes judiciaires ni de sanctions de la part des autorités compétentes. Des violations des droits de l'enfant étaient imputables principalement au Palipehutu-Forces nationales de libération (FNL), mais aussi aux Forces de défense nationale (FDN), au Service national de renseignements et à la Police nationale burundaise;

b) Un cessez-le-feu global avait été signé entre le Gouvernement du Burundi et le Palipehutu-FNL d'Agathon Rwasa, dernier mouvement rebelle en activité, le 7 septembre 2006 à Dar es-Salaam. Une préoccupation particulière lors de la mise en œuvre de l'accord de cessez-le-feu et de la démobilisation éventuelle des combattants du FNL était d'une part la nécessité de démobiliser les enfants en priorité et de leur permettre de bénéficier d'une réintégration immédiate avec leurs familles et communautés, et d'autre part de libérer les enfants encore détenus par le Gouvernement pour association avec les FNL.

17. Le Représentant permanent du Burundi a expliqué qu'après 13 années d'un conflit qui avait déchiré le pays, la stratégie adoptée par le Gouvernement pour améliorer la situation des enfants était axée sur la conclusion d'un accord de paix

avec le Palipehutu-FNL et l'élaboration d'une législation et de mesures propres à assurer la protection et l'éducation des enfants; il savait que des progrès restaient à faire dans des domaines comme la mise en œuvre de la réforme du système juridique et de l'appareil judiciaire, la sensibilisation aux droits des enfants et la lutte contre l'impunité; le Gouvernement burundais était résolu à améliorer la situation et à entamer le dialogue avec les Nations Unies au sujet des droits de l'enfant, et il exprimait l'espoir que la communauté internationale continuerait d'appuyer le désarmement, la démobilisation et la réintégration.

18. Le Groupe a ensuite procédé à un échange de vues, dont on retiendra les éléments suivants :

a) L'analyse du Secrétaire général et les recommandations qu'il formulait dans son rapport ont été accueillies favorablement;

b) Faisant la synthèse du débat, le Président est convenu que le Burundi se trouvait dans une phase décisive de la transition d'une situation de conflit à une situation de paix. Il a rappelé combien il importait que le Gouvernement burundais et la communauté internationale conjuguent leurs efforts pour qu'une attention particulière soit accordée à la protection de l'enfance dans le processus de démobilisation et que des mesures soient prises pour mettre fin à la culture de l'impunité.

19. À l'issue de la discussion, les experts ont été chargés de négocier un projet de conclusions du Groupe pour donner une suite concrète au rapport du Secrétaire général.

20. Cette séance a également été l'occasion pour le Groupe de discuter du rapport du Secrétaire général consacré à la situation de conflit armé en Côte d'Ivoire (S/2006/835). La Représentante spéciale a présenté le rapport et en a rappelé les principales conclusions :

a) Le rapport rendait compte des violations graves des droits de l'enfant qui sont commises, en particulier des meurtres et des mutilations d'enfants, des viols et autres sévices sexuels graves à l'encontre de filles et de fillettes, des enlèvements et des cas de traite d'enfants;

b) Il mettait aussi l'accent sur les progrès réalisés dans le dialogue avec les parties au conflit et traçait les grandes lignes des plans d'action que les Forces nouvelles et quatre milices progouvernementales de l'ouest du pays ont adoptés afin de mettre un terme à l'emploi d'enfants et de libérer tous les enfants associés à leurs forces;

c) Il soulignait qu'il était de la responsabilité de l'État et du Front populaire ivoirien d'aider l'Organisation des Nations Unies à identifier les autres milices et à nouer avec elles un dialogue analogue;

d) Il recommandait que des mesures ciblées soient prises contre les parties et les individus qui commettent de manière systématique des violations graves à l'encontre d'enfants, et que les autorités compétentes ouvrent des enquêtes et engagent des poursuites dès qu'une de ces violations graves est commise, de manière à saper la culture de l'impunité.

21. Le Représentant permanent de la Côte d'Ivoire a mis l'accent sur le fait que seules des forces non gouvernementales ou des milices d'autodéfense

progouvernementales avaient été impliquées dans le recrutement et l'emploi d'enfants soldats. Il est convenu de la nécessité de poursuivre le travail d'identification de ces milices et relevé que celles-ci devaient être encouragées à coopérer au Programme national de désarmement, démobilisation et réintégration. La Côte d'Ivoire ratifierait dès que possible le Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés.

22. Le Groupe a ensuite procédé à un échange de vues, dont on retiendra les éléments suivants :

a) Les membres du Groupe de travail ont accueilli avec satisfaction le rapport du Secrétaire général et le dialogue approfondi de la Représentante spéciale du Secrétaire général, de l'UNICEF et de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) avec toutes les parties sur le terrain;

b) Ils ont exprimé leur préoccupation face à des cas de violations graves des droits de l'enfant, identifiés dans le rapport du Secrétaire général, notamment des cas de meurtre, de mutilation, d'utilisation, d'enlèvement et de traite d'enfants par les parties au conflit armé;

c) La persistance de cas de viols et autres violences sexuelles à l'encontre de filles était extrêmement inquiétante;

d) Il était très préoccupant que ces violations graves commises à l'encontre d'enfants ne fassent généralement pas l'objet d'enquêtes ou de poursuites;

e) Il convenait de saluer les engagements pris récemment par les Forces nouvelles et plusieurs milices d'autodéfense de l'ouest de la Côte d'Ivoire, dans le cadre de la signature de plans d'action visant à faire cesser le recrutement et l'emploi d'enfants soldats;

f) La responsabilité qui incombait aux autorités ivoiriennes d'amener d'autres groupes armés sous leur contrôle à nouer un dialogue similaire a été soulignée.

23. À l'issue de la discussion, les experts ont été chargés de négocier un projet de recommandations du Groupe au Conseil pour donner une suite concrète au rapport du Secrétaire général.

24. La Directrice exécutive adjointe de l'UNICEF a ensuite présenté la « note horizontale » du Secrétaire général en insistant sur la situation en République démocratique du Congo, au Soudan, et au Sri Lanka :

a) En République démocratique du Congo, un nombre important d'enfants associés aux forces armées restait inaccessible et ne pouvait bénéficier du programme national de désarmement, démobilisation et réintégration. On continuait de rapporter des harcèlements et menaces sur les enfants anciennement intégrés aux forces armées par des membres des Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC). On constatait un nombre croissant d'enfants retournant dans les centres de transition par peur de recrutement, arrestations, harcèlement ou extorsions;

b) Au Soudan, la détérioration de la sécurité au Darfour contrariait les activités de surveillance. Les violations commises incluaient les assassinats et

mutilations d'enfants, le recrutement et l'utilisation d'enfants soldats, des violences sexuelles graves, des attaques sur hôpitaux et écoles et le refus d'accès humanitaire;

c) Au Sri Lanka, les combats dans le nord et l'est avaient conduit à des déplacements de population massifs. La faction Karuna et les Tigres de libération de l'Eelam tamoul (LTTE) continuaient à recruter de nombreux enfants.

#### **7<sup>e</sup> séance (9 février 2007)**

25. Lors de sa 7<sup>e</sup> séance, le 9 février 2007, le Groupe de travail a adopté les conclusions sur le rapport du Secrétaire général consacré à la situation au Burundi (S/2006/851) et en Côte d'Ivoire (S/2006/835). Celles-ci ont été publiées le 15 février 2007, respectivement sous les cotes S/2007/92 et S/2007/93. Le Président du Groupe de travail s'est ensuite acquitté des tâches qui lui étaient attribuées dans le cadre de ces conclusions, y compris en attirant l'attention du Conseil de sécurité sur la nécessité de donner suite aux recommandations qui lui étaient adressées.

26. Cette séance a été l'occasion pour le Groupe de discuter du rapport du Secrétaire général consacré à la situation de conflit armé au Népal (S/2006/1007).

27. La Représentante spéciale a présenté le rapport du Secrétaire général sur la situation des enfants au Népal et en a rappelé les principales conclusions :

a) Depuis la signature de l'accord de paix global entre le Gouvernement et le Parti communiste népalais maoïste (CNP-M) en novembre 2006, la situation des enfants au Népal s'était remarquablement améliorée, mais il était inquiétant de constater que le CNP-M continuait le recrutement d'enfants à travers tout le pays et que 40 % de ces nouvelles recrues étaient des filles. Les écoles continuaient à être prises pour cibles. Les enlèvements étaient encore pratiqués;

b) Le mécanisme de la résolution 1612 (2005) contribuait à garantir la mise en œuvre des engagements des parties à l'accord de paix global à l'égard des enfants. Les équipes de l'ONU, avec les parties à l'accord, contribuaient également à la réintégration des enfants soldats;

c) Les parties et la communauté internationale avaient également le devoir d'enlever les mines antipersonnel qui continuaient de menacer directement la vie des enfants.

28. Le Représentant permanent du Népal a souligné que la plupart des violations rapportées dataient d'avant la conclusion de l'accord de paix global. Son gouvernement souscrivait en général aux recommandations visant la protection des enfants dans toutes les étapes du processus de paix, l'arrêt du recrutement et de l'emploi d'enfants, la réintégration des enfants dans leur famille, la disparition des écoles et des hôpitaux de toute activité compromettant le bien-être des enfants, la réforme de la justice pour mineurs, le libre accès du personnel de défense des droits de l'homme et du personnel humanitaire qui travaillent pour le bien des enfants, et le renforcement de la coopération et de la coordination avec l'ONU et les autres organismes concernés afin d'améliorer le sort des enfants touchés par le conflit armé au Népal. L'accord récemment conclu entre le PCN-M et la Mission des Nations Unies au Népal (MINUNEP) prévoyait qu'aucun enfant de moins de 18 ans ne serait considéré comme un soldat au moment du cantonnement des combattants du PCN-M. Il était très important d'aligner les recommandations du Groupe de travail sur le processus de paix.



29. Le Groupe a ensuite procédé à un échange de vues, dont on retiendra les éléments suivants :

a) Le Groupe de travail s'est félicité de la parution du rapport du Secrétaire général et des recommandations qu'il contenait comme l'avait souhaité le Conseil de sécurité dans sa résolution 1612 (2005);

b) Il s'est beaucoup inquiété du recrutement, de l'emploi et des enlèvements d'enfants par le PCN-M, qui se poursuivent même après la signature le 21 novembre 2006 de l'accord de paix global par le Gouvernement népalais et le PCN-M;

c) Il s'est particulièrement préoccupé du sort des petites filles; il semble en effet que 40 % des nouvelles recrues soient des filles;

d) Les mesures de lutte contre l'impunité sont essentielles. À cet égard, quelques États Membres ont fait valoir la nécessité de demander des comptes aux responsables de la torture et de la mort de Maina Sunuwar. La responsabilité incombant au Gouvernement dans ce domaine a été soulignée;

e) Le Gouvernement népalais a été invité à devenir partie au Protocole additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants;

f) Le rôle de la communauté des donateurs a été jugé déterminant pour le soutien de la société civile, la transition vers la paix et la création de capacités destinées aux programmes de réinsertion des enfants;

g) Les parties à l'accord de paix global ont été félicitées de s'être engagées à être particulièrement attentives aux besoins des enfants et à libérer et réinsérer les enfants associés aux groupes armés, et d'avoir coopéré avec l'UNICEF, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme;

h) La coopération du Gouvernement népalais avec le Groupe de travail et le Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général, en particulier l'invitation lancée à celui-ci pour qu'il se rende au Népal en mai 2007, a été bien accueillie;

i) Les recommandations du Groupe de travail devaient faire avancer le processus de paix au Népal;

j) Les membres du Groupe de travail ont fait observer que le cas des enfants touchés par le conflit armé au Népal était, selon le rapport du Secrétaire général (S/2006/826), le premier relevant de l'annexe II de ce rapport que le Groupe de travail ait en étude, conformément à la résolution 1612 (2005), et qu'un bon traitement du dossier donnerait plus de visibilité aux travaux du Groupe.

30. À l'issue de la discussion, les experts ont été chargés de négocier un projet de conclusions du Groupe pour donner une suite concrète au rapport du Secrétaire général.

31. Cette séance a également été l'occasion pour le Groupe de discuter du rapport du Secrétaire général consacré à une situation de conflit armé au Sri Lanka (S/2006/1006). Après un compte rendu de son Conseiller spécial, M. Allan Rock, sur son récent séjour au Sri Lanka, la Représentante spéciale a présenté le rapport du Secrétaire général et en a rappelé les principales conclusions :

a) Le rapport reflétait un regain des combats et de la violence depuis mi-2006 dans les parties du Sri Lanka affectées par le conflit, et depuis la rupture du cessez-le-feu accompagnant les pourparlers de paix entre le Gouvernement du Sri Lanka et les Tigres de libération de l'Eelam Tamoul;

b) Il rapportait des recrutements d'enfants, des assassinats, des dénis d'accès humanitaires et des attaques sur écoles et hôpitaux. Il était décevant de constater que bien que les LTTE se soient engagés en 2003 à relâcher les enfants de leurs rangs, ces engagements n'avaient jamais été suivis d'effets. Plus de 1 500 enfants de moins de 18 ans demeuraient avec les LTTE et des centaines avaient récemment été recrutés. Ceci expliquait les recommandations du Secrétaire général selon lesquelles le Conseil de sécurité devait adopter des mesures ciblées à l'égard des LTTE;

c) Il rendait compte d'une tendance croissante de la faction Karuna à enlever et recruter des enfants dans l'est du pays, contre laquelle il convenait de lutter. Ces faits étaient d'autant plus préoccupants qu'ils prenaient parfois place dans des zones censées être sous le contrôle du Gouvernement, ce qui posait la question de la possible complicité de certains éléments des forces de sécurité sri-lankaises.

32. Le Représentant permanent du Sri Lanka a réaffirmé l'engagement pris par son gouvernement de coopérer pleinement avec la communauté internationale et le Groupe de travail en vue de mettre fin aux violations et aux sévices dont sont victimes les enfants pris dans le conflit. Il a réaffirmé la politique de tolérance zéro à l'égard du recrutement et de l'exploitation d'enfants par les parties au conflit armé. Le Représentant permanent a noté que, selon le rapport du Secrétaire général, les LTTE sont la partie principalement responsable des violations et des sévices dont sont victimes les enfants pris dans le conflit, notamment, de l'enlèvement, du recrutement et de l'exploitation d'enfants. Il a réaffirmé la position de son gouvernement sur l'application des recommandations du Secrétaire général, exposée dans un aide-mémoire adressé au Président du Groupe de travail. Tout en émettant des doutes quant à la fiabilité des sources d'information, le Représentant permanent a indiqué que son gouvernement faisait le nécessaire pour que des enquêtes soient ouvertes sur les allégations portées contre certains éléments de ses forces de sécurité au sujet de l'enlèvement et du recrutement d'enfants par la faction Karuna. Il a indiqué aussi que le Gouvernement sri-lankais entendait tout mettre en œuvre pour faciliter la réadaptation et la réinsertion des enfants soldats ayant échappé aux groupes armés, et qu'il avait à cette fin établi une nouvelle législation.

33. Le Groupe a ensuite procédé à un échange de vues, dont on retiendra les éléments suivants :

a) Les membres du Groupe de travail ont remercié le Secrétaire général pour le rapport qu'il avait établi en application de la résolution 1612 (2005) du Conseil de sécurité, et ont souligné que le Groupe de travail devait examiner les recommandations y figurant en ayant à l'esprit les termes de son mandat;

b) Le Groupe de travail a remercié le Gouvernement sri-lankais de sa coopération;

c) De vives préoccupations ont été exprimées au sujet des informations, figurant notamment dans les rapports successifs du Secrétaire général sur les enfants et les conflits armés, dont il ressort que les LTTE continuent d'enlever, de recruter

et d'exploiter des enfants, en dépit des engagements pris par eux, consignés dans le plan d'action de mars 2003 pour les enfants touchés par la guerre. Quelques enfants seulement ont été libérés, alors que les LTTE se sont engagés à libérer tous ceux qu'ils ont intégrés à leurs rangs. De plus, une recrudescence des enlèvements et recrutements d'enfants a été constatée récemment. En l'état actuel des choses, les LTTE demeurent la partie principalement responsable des violations graves dont sont victimes les enfants pris dans le conflit armé qui sévit à Sri Lanka;

d) De vives préoccupations ont aussi été exprimées au sujet des informations dont il ressort que la faction Karuna s'est mise récemment à enlever et recruter des enfants dans la région est, et que cette pratique va s'intensifiant;

e) Des inquiétudes ont en outre été exprimées quant au fait que la faction Karuna enlève des enfants dans des régions censées être sous le contrôle du Gouvernement sri-lankais, ce qui pose la question de l'éventuelle complicité de certains éléments des forces de sécurité. À ce propos, la responsabilité qui incombe au Gouvernement sri-lankais de mettre fin à l'impunité a été soulignée, et le Gouvernement a été invité à donner suite à son engagement d'enquêter sur les allégations selon lesquelles certains éléments de ses forces de sécurité participeraient à des enlèvements d'enfants.

34. À l'issue de la discussion, les experts ont été chargés de négocier un projet de recommandations du Groupe au Conseil pour donner une suite concrète au rapport du Secrétaire général.

35. La Directrice adjointe de l'UNICEF a ensuite présenté la « note horizontale » du Secrétaire général en insistant sur la situation au Burundi, en République démocratique du Congo et au Soudan :

a) Au Burundi, les équipes de l'ONU avaient eu un accès libre aux enfants sur le nouveau site vers lequel ils avaient été transférés, conformément aux conclusions du Groupe de travail. La réintégration de la communauté continuait cependant de poser problème. En effet, le Gouvernement du Burundi ne disposait pas des fonds suffisants pour engager significativement le programme de réintégration. Les FNL continuaient par ailleurs à recruter des enfants;

b) En République démocratique du Congo, de nouveaux combats avaient conduit au déplacement de 20 000 civils. Fin 2006, une délégation du Gouvernement, des FARDC et des représentants de la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo (MONUC) avaient rencontré les principaux leaders des groupes armés demeurant actifs. Les négociations avaient débouché sur le développement d'un plan de désarmement, démobilisation et réintégration. Une crise de financement empêchait cependant le Gouvernement d'engager ce programme dans l'est du pays. Enfin, trois charniers avaient été découverts à la fin de l'année 2006, dans lesquels étaient de nombreux corps d'enfants;

c) Au Soudan, les violations commises au Darfour sur cette période incluaient des assassinats et des mutilations d'enfants, des recrutements et utilisations d'enfants soldats, des violences sexuelles graves, des attaques sur écoles et hôpitaux et le déni d'accès à l'aide humanitaire aux enfants.

**8<sup>e</sup> séance (10 mai 2007)**

36. Lors de sa 8<sup>e</sup> séance, le 10 mai 2007, le Groupe de travail a adopté ses conclusions sur les rapports du Secrétaire général consacrés à la situation au Népal et au Sri Lanka. Celles-ci seront prochainement publiées selon le nouveau système de cotation des documents du Groupe de travail. Une version avancée et informelle de ces conclusions est néanmoins consultable depuis le 11 mai 2007, à titre d'information, sur le site Internet de la Mission permanente de la France auprès des Nations Unies.

37. Cette séance a été l'occasion pour le Groupe de discuter du rapport du Secrétaire général consacré à la situation de conflit armé en Ouganda (S/2007/260).

38. La Représentante spéciale a présenté le rapport du Secrétaire général sur la situation des enfants en Ouganda et en a rappelé les principales conclusions :

a) Environ 25 000 enfants avaient été enlevés depuis le début du conflit dans le nord du pays. On estimait à 2 000 le nombre de femmes et enfants probablement encore détenus dans les rangs de l'Armée de résistance du seigneur (LRA). La LRA demeurait sourde aux demandes répétées des partenaires de libérer les enfants et les femmes présents dans ses rangs;

b) Des enfants étaient présents parmi les rangs des forces armées, particulièrement dans les unités de défense locales qui étaient de facto sous la responsabilité des forces armées régulières, et ce malgré la loi de 2005 sur les Forces de défense populaires de l'Ouganda (FDPO) qui interdisait le recrutement d'enfants de moins de 18 ans. La conclusion des discussions engagées depuis 2006 sur un plan d'action pour la démobilisation des enfants était donc un sujet prioritaire;

c) Les violences sexuelles perpétrées par les soldats des FDPO et des unités de défense locales demeuraient un problème grave, particulièrement parmi les populations déplacées;

d) La signature d'un accord formel de cessation des hostilités en août 2006 constituait un signe encourageant; il fallait s'assurer que la situation des enfants, notamment la libération sans condition des enfants présents au sein de la LRA, restait prioritaire dans le cadre du processus de paix.

39. L'Ambassadeur d'Ouganda a accueilli favorablement le travail de la Représentante spéciale du Secrétaire général, sa visite dans son pays en juin 2006 et les activités de l'Équipe de travail de l'Ouganda pour la surveillance et la communication de l'information. Il a fait référence à la loi de 2005 sur les FDPO qui interdisait le recrutement d'enfants de moins de 18 ans en insistant sur le fait qu'aucun recrutement dans les forces armées n'était possible sans le consentement des chefs des communautés locales. Il a ajouté que la pauvreté pouvait conduire les parents à pousser leurs enfants à chercher à être « employés » par les forces armées en surévaluant leur âge. Il a déclaré que la conduite de visites de rapport sur des sites militaires indépendants devrait être considérée dans le respect de la souveraineté de l'Ouganda. Il a enfin souligné que le Gouvernement ougandais était engagé, avec l'Équipe de travail, dans la finalisation d'un plan d'action en application de la résolution 1612 (2005). Il a enfin promis la coopération de son gouvernement afin de travailler sur la base du rapport du Secrétaire général sur la situation des enfants dans le conflit armé en Ouganda et a formulé le souhait que les

FDPO et les unités de défense locales ne soient pas mentionnées dans les annexes du prochain rapport annuel du Secrétaire général.

40. Le Groupe a ensuite procédé à un échange de vues, dont on retiendra les éléments suivants :

a) Les membres du Groupe de travail ont accueilli favorablement la soumission du rapport du Secrétaire général et les recommandations qu'il contient en accord avec la résolution 1612 (2005) du Conseil de sécurité;

b) Ils ont également accueilli favorablement la coopération du Gouvernement de l'Ouganda avec le Groupe de travail, la Représentante spéciale du Secrétaire général et l'Équipe de travail de l'Ouganda pour la surveillance et la communication de l'information;

c) Ils ont rendu hommage à la participation de l'Ouganda à la conférence « Libérons les enfants de la guerre », qui s'est tenue à Paris les 5 et 6 février derniers, et lors de laquelle les participants se sont engagés à déployer tous leurs efforts afin de faire respecter et appliquer les Principes de Paris à chaque fois que cela sera possible dans leurs actions politiques, diplomatiques, humanitaires et en matière d'assistance technique et de financement, et en conformité avec leurs obligations internationales;

d) Certains membres ont réaffirmé que tous les enfants recrutés et utilisés par la LRA devaient immédiatement être libérés. Tout en soulignant l'importance des accords de paix de Juba, certains membres du Groupe de travail ont souligné que la libération des enfants ne devait pas dépendre de la conclusion d'un accord de paix. Les membres du Groupe ont souligné que les progrès dans le processus de paix sur le terrain contribueraient à l'amélioration de la situation des enfants;

e) Un message fort devait être envoyé aux chefs de la LRA. Le souhait d'une collaboration étroite entre la Représentante spéciale du Secrétaire général pour les enfants et les conflits armés et l'Envoyé spécial pour les régions touchées par la LRA a été formulé;

f) Ils ont exprimé leur préoccupation quant à la présence d'enfants parmi les unités de défense locales qui sont de facto sous la responsabilité des FDPO, tout en prenant acte de la loi de 2005 sur les FDPO qui interdisait le recrutement d'enfants de moins de 18 ans;

g) Les membres du Groupe de travail ont enfin souligné que le cas des enfants dans le conflit armé en Ouganda était une situation inscrite dans l'annexe II du rapport du Secrétaire général (S/2006/826); le traiter de manière appropriée permettrait de renforcer le travail du Groupe.

41. Cette séance a également été l'occasion pour le Groupe de discuter du rapport du Secrétaire général consacré à la Somalie (S/2007/259). La Représentante spéciale a présenté le rapport du Secrétaire général et en a rappelé les principales conclusions :

a) La situation des enfants en Somalie demeurait grave et précaire. Les violations à l'encontre des enfants incluaient les meurtres et mutilations d'enfants, notamment du fait de tirs croisés ou de l'usage des mines antipersonnel, le recrutement et l'utilisation d'enfants par des groupes armés, la violence sexuelle et les enlèvements d'enfants;

b) La très faible présence de la communauté internationale sur le terrain compliquait l'appréciation de la situation. L'accès humanitaire des acteurs de la protection des enfants était un problème majeur, particulièrement dans la région du centre et du sud où la majorité des violations graves des droits de l'enfant se déroulaient;

c) Le recrutement et l'utilisation d'enfants avaient pu être identifiés aussi bien au sein des forces armées du Gouvernement fédéral transitoire que des groupes armés relevant de l'Union des tribunaux islamiques.

42. N'ayant pas pu disposer de suffisamment de temps pour prendre connaissance du rapport, la Mission de la République somalienne n'a pas participé à la séance. Elle a néanmoins contribué aux travaux du Groupe de travail par la remise ultérieure de commentaires écrits. Dans ses commentaires, la Mission permanente de la République somalienne :

a) S'interrogeait sur le niveau de crédibilité de certaines informations et sources mentionnées dans le rapport, et insistait dans ce contexte sur la nécessité de renforcer la présence des Nations Unies sur le terrain;

b) Insistait sur la nécessité de rétablir, de façon prioritaire, la sécurité, l'ordre et la loi en Somalie, notamment au moyen de la mise en œuvre de son Plan national de stabilisation et de sécurité, et appelait la communauté internationale à renforcer ses actions de soutien dans ce domaine;

c) Soulignait la responsabilité des groupes extrémistes dans la perpétuation de la violence et de l'insécurité en Somalie, et la nécessité pour tous ces groupes, notamment les restes de l'Union des tribunaux islamiques, de renoncer à la violence et d'adhérer à la démocratie;

d) Réaffirmait l'engagement du Gouvernement fédéral transitoire en faveur du bien-être des enfants et des droits de l'homme pour tous, et du renforcement des progrès en vue de la réconciliation, au moyen de la convocation d'une conférence nationale de réconciliation inclusive.

43. Le Groupe a ensuite procédé à un échange de vues, dont on retiendra les éléments suivants :

a) Les membres du Groupe de travail ont accueilli positivement le travail soutenu du Groupe de contrôle et de suivi en Somalie, et sa contribution au rapport du Secrétaire général, à la lumière des défis rencontrés dans un environnement où les conditions de sécurité sont détériorées, et ont accueilli positivement les recommandations contenues dans le rapport;

b) Le recrutement, l'utilisation, ainsi que l'enlèvement d'enfants par les différentes parties au conflit, y compris les forces armées du Gouvernement fédéral transitoire et les groupes armés liés à l'Union des tribunaux islamiques, qui ont continué dans la période couverte par le rapport, ont été jugés gravement préoccupants;

c) Les membres du Groupe ont également exprimé leur préoccupation quant au grand nombre d'enfants tués et mutilés du fait de combats, d'une insécurité répandue, de la disponibilité et de l'utilisation de mines antipersonnel par les belligérants. Dans ce contexte, ils ont souligné l'importance du respect par toutes les

parties au conflit du droit international humanitaire, et des autres standards et normes internationales applicables;

d) Certains membres se sont montrés particulièrement préoccupés par le fait que la situation des enfants se soit probablement détériorée depuis la fin de la période couverte par le rapport, du fait de la recrudescence des combats et des opérations militaires, notamment en avril 2007;

e) La participation du Gouvernement fédéral transitoire de Somalie au niveau ministériel à la conférence « Libérons les enfants de la guerre » tenue à Paris les 5 et 6 février 2007 a été accueillie comme un signe positif de son engagement pour la protection des enfants sous sa juridiction dans le contexte de conflit armé;

f) Le Gouvernement fédéral transitoire de Somalie a été encouragé à ratifier la Convention relative aux droits de l'enfant et à devenir partie au Protocole facultatif à la Convention concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés;

g) Il a été noté que les recommandations du Groupe de travail se situaient dans un contexte de progrès attendu à l'occasion de la Conférence et du processus de réconciliation nationale en Somalie. Il était nécessaire d'encourager un tel progrès, celui-ci étant déterminant pour l'amélioration de la protection des enfants.

44. À l'issue de la discussion, les experts ont été chargés de négocier un projet de recommandations du Groupe au Conseil pour donner une suite concrète au rapport du Secrétaire général.

45. M. Daniel Toole, Directeur du bureau des programmes d'urgence de l'UNICEF, a ensuite présenté la « note horizontale » du Secrétaire général, en insistant sur trois crises, en Côte d'Ivoire, au Népal et au Soudan :

a) Sur la Côte d'Ivoire, il a rappelé la signature des accords de paix de Ouagadougou de mars 2007, qui, bien qu'ils ne touchent pas directement à la situation des enfants et bien que des enfants participent encore aux milices, contribuent fortement à l'amélioration de la situation des enfants en Côte d'Ivoire;

b) Il a informé le Groupe de l'avancée positive de la situation au Népal : le Gouvernement du Népal a ratifié le Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés. Les enfants n'étaient cependant pas encore libérés des zones de cantonnement du PCN-M, leurs droits continuaient d'être violés, et ils ne pouvaient encore bénéficier de l'assistance à la réintégration;

c) Concernant le Soudan, il a indiqué que la situation empirait dans la partie orientale du pays. Les restrictions d'accès avaient sévèrement contraint les activités de suivi et de rapport dans la région. Au Darfour, la sécurité s'était détériorée. Les Janjaouid, le Mouvement/Armée de libération du Soudan et d'autres groupes armés avaient tué 36 enfants en janvier. La LRA poursuivait des attaques, dont de nombreuses victimes étaient des enfants. Tandis que les forces armées du Soudan continuaient à nier la présence d'enfants dans leurs rangs, l'Armée populaire de libération du Soudan avait reconnu la présence d'enfants.

46. Le Président a par ailleurs informé les membres du Groupe de travail que les autorités tchadiennes avaient confirmé leur volonté de collaborer avec le Groupe, et fait savoir qu'elles étaient disponibles pour un examen par le Groupe du prochain rapport du Secrétaire général sur la situation des enfants dans les conflits armés au

Tchad. Le Président du Groupe de travail s'est engagé à poursuivre ses efforts en vue de convaincre les autorités des autres pays dont la situation figure en annexe II du rapport du Secrétaire général sur les enfants et les conflits armés (S/2006/826), à envisager positivement une collaboration avec le Groupe de travail dans un proche avenir.

#### **IV. Observations finales**

47. Après une première année consacrée à l'adoption de l'ensemble des décisions nécessaires à son bon fonctionnement, le Groupe de travail s'est engagé depuis un an avec détermination dans ce qui doit constituer le cœur de son activité selon le mandat qui lui a été donné par le Conseil de sécurité : l'examen de rapports du Secrétaire général consacrés à des situations spécifiques, produits dans le cadre du mécanisme de suivi prévu par la résolution 1612 (2005), et l'adoption sur cette base de recommandations et d'actions concrètes destinées à améliorer la protection des enfants dans les conflits armés.

48. Malgré les difficultés naturelles liées à la mise en place de tout nouveau mécanisme, le Groupe est parvenu à adopter des conclusions substantielles – et dont on peut espérer qu'elles contribueront à progressivement améliorer la situation des enfants sur le terrain – sur l'ensemble des situations qui ont été portées à son attention. Il convient de souligner que le Groupe de travail est parvenu à entretenir un dialogue constructif avec chacun des pays concernés, comme en témoigne leur participation active aux séances du Groupe, et l'accueil globalement positif qu'ils ont réservé aux conclusions de ce dernier.

49. Le Groupe de travail doit poursuivre ces efforts, en vue notamment de parvenir à examiner l'ensemble des situations de conflit où des enfants sont recrutés ou utilisés par des forces ou groupes armés, en conformité avec le mandat qui lui a été confié par le Conseil de sécurité.

50. La prochaine séance du Groupe de travail marquera également une nouvelle étape, puisque le Groupe commencera à se pencher de nouveau sur des situations qu'il a déjà examinées une première fois, et sur lesquelles il avait adopté de premières conclusions. Ce sera l'occasion d'évaluer le suivi qui a été donné à ces conclusions, d'en apprécier l'impact, de les renforcer, ou d'imaginer de nouvelles pistes si nécessaire.

51. Il est donc encore trop tôt pour tirer des conclusions solides concernant les effets produits sur le terrain par les travaux du Groupe de travail du Conseil de sécurité sur les enfants et les conflits armés. Les développements intervenus en Côte d'Ivoire, où la libération de plusieurs centaines d'enfants soldats a été possible avant la signature des accords de paix, la signature récente de plans d'actions par certaines parties au Soudan, les engagements pris par plusieurs gouvernements en février dernier à l'occasion de la Conférence de Paris « Libérons les enfants de la guerre », ou directement dans le cadre des séances du Groupe de travail, constituent néanmoins des signes encourageants qui doivent nous inciter à persévérer dans la voie tracée par la résolution 1612 (2005).